

LE MONDE OU RIEN

Cours annulés, manifs sauvages, tags, casse, lacrymos, gouvernement en stress, fac en grève. Quelque chose est en train de naître. « Nous » sommes en train de naître. Nommer ce qui est en train de naître du nom de ce qui l'a précédé, c'est tenter de le tuer. Ramener ce que nous avons vécu dans la rue mercredi dernier, ce qui bouillonne depuis des semaines, ramener la rage qui gronde partout à l' « ombre du CPE » et tous les laïus que nous avons entendus la semaine dernière, est une opération, une opération de *neutralisation*. Quel rapport y a-t-il entre le discours syndical et les lycéens qui taguaient mercredi dernier « le monde ou rien » avant de s'attaquer méthodiquement à des banques ? Aucun. Ou juste une misérable tentative de récupération menée par des zombies. Jamais les organisations syndicales, jamais les politiques n'ont été si visiblement à la traîne d'un mouvement. S'ils sont si fébriles dans leur volonté de tout encadrer, c'est justement parce que tout pourrait bien leur échapper. Ce qui s'est passé est simple : une bande de youtubeurs ont additionné leurs *like*, ils ont parlé hors de tout encadrement, de toute « représentativité », ils ont appelé à descendre dans la rue ; une femme qui ne représente qu'elle-même a lancé une pétition contre la loi travail ; et parce que ce qui était dit sonnait juste, rencontrait un sentiment diffus, un écoeurement général, nous sommes descendus dans la rue, et nous étions nombreux. Les organisations ont *suivi*. Le risque de ne pas suivre était trop grand pour elles. Si elles ne le faisaient pas, leur mandat était caduc. Ceux qu'elles prétendent représenter auraient pris la rue sans elles, sans qu'elles puissent placer devant eux leurs banderoles de tête, sans qu'elles puissent sortir leurs gros ballons rouges, sans qu'elles puissent recouvrir nos voix de leurs mauvaises sonos, de leurs slogans grossiers, de leurs discours d'enterrement. Elles auraient été à poil. Les chefs ont donc suivi ; comme toujours.

IL N'Y A PAS UNE LOI QUI POSE PROBLÈME, MAIS TOUTE UNE SOCIÉTÉ QUI EST AU BOUT DU ROULEAU

Nous sommes la jeunesse. Mais la jeunesse n'est pas la jeunesse, elle est plus qu'elle-même. Dans toute société, la jeunesse est l'image de l'élément disponible. La jeunesse est le symbole de la disponibilité générale. Les jeunes, ce n'est rien. Ce sont seulement ceux qui ne sont pas encore *tenus*. Tenus par un patron, tenus par des crédits, tenus par un CV. Tenus, et donc enchaînés, du moins tant que la machine sociale continue de fonctionner. Les discours médiatiques sur la menace d'un « mouvement de la jeunesse » visent à conjurer la menace réelle, et la menace réelle, c'est que l'ensemble de ce qui est disponible dans cette société, l'ensemble de ceux qui n'en peuvent plus de la vie qu'on leur fait vivre, l'ensemble de ceux qui voient bien que ce n'est pas juste cette loi qui pose problème, mais toute cette société qui est au bout du rouleau, s'agrège. S'agrège et *prende en masse*. Car elle est innombrable, de nos jours, la masse des incrédules. Le mensonge social, la farce politique ne prennent plus. C'est cela, le gros problème qu'a ce gouvernement. Et pas juste lui : qui peut bien être assez con pour encore vouloir voter à gauche, à gauche de la gauche, à gauche de la gauche de la gauche, quand on voit ce que cela a donné en Grèce l'été dernier ? Un gouvernement de gauche radical surtout dans l'application de l'austérité.

EH LES VIEUX ! VOUS N'AVEZ PAS ÉTÉ TRAHIS, VOUS VOUS ÊTES JUSTE LAISSÉS TROMPER.

Eh, les vieux ! Eh, *nos* vieux. Vous dites que vous vous sentez trahis. Que vous avez voté pour un parti de gauche, et que la politique menée ne correspond pas à vos attentes. Vous parlez de « reniement ». Mais vous étiez où en 1983 ? Les années 80, les années fric, Tapie au gouvernement, *Libé* qui titre « Vive la crise ! », ça ne vous dit rien ? Nous, on n'était pas là, mais entre-temps, vos défaites sont devenues nos cours d'histoire. Et quand on les écoute, ces cours, on se dit que Macron ne fait que terminer le boulot commencé en 1983. C'est le même programme depuis lors. Il n'a pas changé. Vous n'avez pas été *trahis*. Vous vous êtes juste laissés *tromper*. Vous avez préféré cultiver vos illusions. Ce ne sont pas les actes des socialistes qui ont trahi leurs discours. Ce sont juste ces discours qui ont servi, à chaque élection, à vous enfumer pour pouvoir continuer à mettre en œuvre le *même* programme, pour poursuivre la même offensive. Une offensive de 35 ans, menée avec constance, sur tous les plans en même temps – économique, sécuritaire, social, culturel, existentiel, etc.

CETTE LOI, ON N'EN DISCUTERA PAS.

Ce qui est en train de naître, a peu à voir avec la loi travail. La loi travail, c'est juste le point de renversement. L'attaque de trop. Trop arrogante, trop flag, trop humiliante. La loi renseignement, la loi Macron, l'état d'urgence, la déchéance de nationalité, les lois antiterroristes, le projet de réforme pénale, la loi travail, tout cela fait système. C'est une seule entreprise de mise au pas de la population. La loi El Khomri, c'est juste la cerise sur le gâteau. C'est pour ça que ça réagit

maintenant, et que ça n'a pas réagi sur la loi Macron. À la limite, si on descend dans la rue contre la loi travail, c'est pas parce qu'elle concerne le travail. C'est parce que la question du travail, c'est la question de l'emploi de la vie ; et que le travail, tel que nous le voyons autour de nous, c'est juste la négation de la vie, la vie en version merde. On n'est plus dans les années 1960, vos Trentes Glorieuses, remettez-vous en, on ne les a jamais connues. Personne d'entre nous ne croit qu'il va se « réaliser » dans le taf. Ce dont on se défend maintenant, c'est que le peu de vie qui nous est laissé après le taf, en dehors du taf, ne soit réduit à néant. Le petit jeu des organisations syndicales et des partis pour limiter le terrain du conflit à la question de la loi travail, à la négociation avec le gouvernement, c'est seulement une façon de contenir notre désir de vivre, d'enfermer tout ce qui les excède dans la sphère étouffante de leurs petites intrigues. Syndicats et partis, pas besoin d'être devin pour voir, d'ores et déjà, qu'ils nous lâcheront en rase campagne au moment décisif. On leur en veut pas. C'est leur fonction. Par contre, ne nous demandez pas de leur faire confiance. C'est pas parce qu'on est jeune qu'on est né de la dernière pluie. Et puis arrêtez de nous bassiner avec vos vieux trucs qui marchent pas : la « massification », la « convergence des luttes » qui n'existent pas, les tours de paroles et le pseudo-féminisme qui vous servent juste à contrôler les AG, à monopoliser la parole, à répéter toujours le même discours. Franchement, c'est trop gros. La question, c'est pas celle de la massification, c'est celle de la justesse et de la détermination. Chacun sait que ce qui fait reculer un gouvernement, ce n'est pas le nombre de gens dans la rue, mais leur détermination. La seule chose qui fasse reculer un gouvernement, c'est le spectre du soulèvement, la possibilité d'une perte de contrôle totale. Même si on ne voulait que le retrait de la loi travail, il faudrait quand même viser l'insurrection : taper fort, se donner les moyens de tenir en respect la police, bloquer le fonctionnement normal de cette société, attaquer des cibles qui font trembler le gouvernement. La question de la « violence » est une fausse question. Ce qui est décrit dans les médias comme « violence » est vécu dans la rue comme détermination, comme rage, comme sérieux et comme jeu. Nous, c'est ça qu'on a éprouvé mercredi dernier, et qui a quelques raisons de faire flipper les gouvernants : il y avait du courage parmi nous, la peur s'était dissipée, on était sûrs de nous. Sûrs de vouloir marcher sur la tête de ceux qui nous gouvernent. Sur la tête de ceux qui, toute l'année, nous marchent sur la gueule.

TAPER FORT ! TAPER JUSTE ! #BATAILLEDESOLFÉRINO

Contrairement à ce que nous disent les apprentis bureaucrates de l'UNEF ou du NPA, taper fort n'est pas ce qui va nous « isoler des masses », *si les cibles sont justes*. C'est au contraire cela qui va faire que tous ceux qui sont à bout vont nous rejoindre ; et ça fait du monde. La question que pose la loi travail, c'est la question de la politique menée par le PS depuis 35 ans, c'est de savoir si oui ou non ils vont pouvoir mener à terme leur campagne de plusieurs décennies. C'est aussi la question de la politique en général. Qu'un mouvement se lève à un an d'une campagne présidentielle, qui généralement impose le silence et l'attente à tous, en dit long sur la profonde indifférence, voire l'hostilité, qu'elle suscite déjà. Nous savons tous que les prochaines élections ne sont pas la solution, mais font partie du problème. Ce n'est pas par hasard que spontanément, mercredi dernier, les lycéens de Lyon ont cherché à atteindre le siège du PS, et se sont affrontés à la police *pour frapper cet objectif*. Et ce n'est pas par hasard que des sièges du PS à Paris et à Rouen a été défigurés. C'est cela que, de lui-même, le mouvement vise. Plutôt que de s'enfermer dans des négociations-piège à con, ce qu'il faut attaquer, partout en France, à partir de jeudi prochain, ce sont donc les sièges du PS. À Paris, il faut que ce soit la bataille de Solférino. Pour la suite, eh bien, on verra. Va falloir la jouer fine. Mais l'enjeu est colossal.

ILS RECULENT, ATTAQUONS !

